

CHAPITRE IV

Ministère Cartier-McDonald, (suite) 1861. — Représentation basée sur la population.

Voyage de Sir Edmund Head en Angleterre. — Election de douze conseillers législatif. — Session de 1861. — Débats sur l'adresse, amendements concernant la conduite du gouverneur au sujet des orangistes, la double majorité ; motion de non-confiance. — Discussion animée sur la représentation en rapport avec la population, remarques sur cette question. — Votes répétés de non-confiance. — Allocations publiques. — Lois criminelles, lois d'extradition et des municipalités amendées. — Projets de loi discutés. — Incorporation de diverses institutions. — Elections générales de 1861, programmes politiques. — M. Sicotte, chef de l'opposition bas-canadienne. — Victoire des conservateurs dans les deux provinces, défaite de M. Brown. — Mouvement littéraire de 1861. — Départ de Sir Edmund Head — Remarques sur son administration, progrès général de la province... 401

QUATRIÈME PARTIE 1861-1867.

ADMINISTRATION DE LORD MONCK 1861-1867.

CHAPITRE I.

Ministère Cartier-McDonald (suite) 1861. — Défaite des conservateurs sur le projet de la Milice 1862.

Lord Monck nommé gouverneur. — Affaire du Trent, grande exhibition, organisation militaire dans la province. — Remaniements ministériels. — Ouverture du septième parlement — Sir Allan McNab élu président du conseil, M. Turcotte élu président de l'assemblée législative. — Débats sur l'adresse. — Organisation du département de l'agriculture, comités de la colonisation. — Progrès de la colonisation dans le Bas-Canada ; émigration aux États-Unis. — Projet de loi des écoles séparées. — Question des édifices d'Outaouais. — Projet ministériel de la milice, rejeté à sa deuxième lecture. — Défaite du ministère Cartier-McDonald, sa retraite résumé de sa politique. 436

CHAPITRE II

Les Libéraux au Pouvoir, Ministère McDonald-Sicotte 1862-1863, et McDonald-Dorion 1863-1864.

Avènement des libéraux au pouvoir, formation du ministère McDonald-Sicotte. — Son programme politique, amendement des lois de la milice et du tarif, allocations publiques. — Election